

## Faits saillants

- La situation sécuritaire dans Bunyakiri met à mal le déroulement de l'action humanitaire et force la population à fuir leurs villages
- Kalehe et Shabunda : les humanitaires restaurent les moyens de subsistance pour plus de 3 600 familles retournées

## Contexte général

Suite aux affrontements entre les Forces armées de la RDC (FARDC) et des miliciens Raïya Mutomboki depuis le 11 août à Bulambika, Kambali, Kando et Kambegete dans le Territoire de Kalehe, les habitants de ces villages se déplacent notamment vers Chabunda et Maibano. Tous ces villages seraient vidés de leurs habitants mais faute d'évaluation à ce jour, seulement plus de 1 000 déplacés accueillis dans la paroisse de Bunyakiri ont été identifiés et 400 autres dans la base d'une ONG, parmi eux des malades de l'hôpital de la place dont des femmes en attente d'accouchement. Des allégations de pillages par des militaires ont également été rapportées en marge de ces affrontements. Actuellement, la situation est toujours volatile dans les villages voisins de Bunyakiri et l'inquiétude des populations demeure perceptible dans la zone. Malgré l'appel lancé par les autorités militaires depuis le début de cette année, les Raïya Mutomboki n'ont pas désarmé, laissant planer la crainte d'éventuelles offensives FARDC. Par exemple, les localités de Bilabise, Champundu, Kaligila, Malimba et Mitonko au nord de Shabunda ont accueilli en mai 1 135 déplacés qui avaient préventivement fui d'éventuelles opérations militaires contre ce groupe armé dans le Territoire de Punia au Manima frontalier avec Shabunda. Kalehe reste à ce jour le territoire avec le plus grand nombre résiduel de [déplacés depuis 2009](#) (38% des 554 981 déplacés), situation héritée de l'activisme des groupes armés et des opérations militaires subséquentes. Les affrontements actuels devraient malheureusement renforcer cette situation, en accentuant les vulnérabilités existantes.



Au moins 6 personnes appartenant à une même communauté ont été tuées dans la nuit du 12 au 13 août à Mutarule dans la Plaine de la Ruzizi au nord d'Uvira, ravivant les inquiétudes autour de nouvelles violences intercommunautaires caractéristiques de cette région. En juin dernier, au moins 35 personnes d'une même communauté ont été tuées à Mutarule causant le déplacement de plus de 8 000 personnes. A ce jour, les mesures de protection des civils prises par les autorités dans cette zone se sont avérées insuffisantes, alors que la présence d'éléments des FARDC perçus comme partiaux alimente davantage la méfiance d'une partie de la population. Depuis le début de cette année, au moins 58 personnes ont été tuées en marge du [conflit intercommunautaire de la Plaine de la Ruzizi](#).

## Besoins et réponses humanitaires

### Santé

- Suite à l'insécurité sur l'axe Bulambika-Hombo, l'ONG International Rescue Committee (IRC) n'a pas pu lancer depuis le 11 août son appui de trois mois aux soins de santé via le mécanisme de Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP) - Santé à plus de 20 000 personnes vulnérables de [Hombo Sud](#), dont plus de 5 000 personnes déplacées en juin dernier suite aux affrontements entre les FARDC et des Raïya Mutomboki à Karete, Musenge et Otobora au Nord-Kivu ; cette zone est régulièrement couverte par les acteurs du Sud-Kivu suite aux facilités logistiques. Pourtant, l'évaluation sectorielle organisée par cette

ONG dans le cadre du RRMP du 5 au 8 août derniers avait notamment révélé un taux alarmant d'utilisation des services sanitaires de 0,32%, faute de ressources de la part des déplacés.

### Sécurité alimentaire

- L'ONG Agence d'aide à la coopération technique et au développement (ACTED) a distribué du 31 juillet au 5 août des outils aratoires et semences maraichères à près de 2 900 familles retournées sur l'axe Hombo Nord – Musenge, au Nord-Kivu, une zone couverte par les acteurs humanitaires du Sud-Kivu pour des raisons d'accès. Ces familles s'étaient déplacées en avril suite aux affrontements entre les FARDC et des miliciens Raïya Mutomboki, et ont commencé à retourner le même mois suite à l'accalmie. Face à la volatilité de la situation sécuritaire caractéristique de la zone, ces familles s'étaient à nouveau déplacées en juin suite aux affrontements entre les deux belligérants, retardant ainsi l'organisation de l'assistance. Un complément de distribution pour 500 autres ménages retournés devait avoir lieu du 12 au 13 août mais le contexte sécuritaire actuel sur l'axe a contraint ACTED à repousser son intervention une seconde fois.
- Du 25 au 27 juillet, ACTED a organisé une assistance similaire pour 750 ménages retournés sur l'axe Matili – Mungembe au sud-ouest de Shabunda. Ces ménages sont retournés dans la région entre décembre 2013 et février 2014 suite à l'accalmie favorisée par la présence des FARDC. Ces ménages s'étaient déplacés en 2012 au Maniema, dans la région frontalière de Shabunda, suite aux affrontements entre les Raïya Mutomboki et les FARDC. Au cours des quatre premiers mois de cette année, [100 000 personnes déplacées et retournées](#) ont été enregistrées dans les zones sous l'influence des miliciens Raïya Mutomboki, engendrant des besoins prioritaires en sécurité alimentaire estimés à US\$ 2,5 millions pour 12 600 familles retournées.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires - République Démocratique du Congo

*Florent Méhaule, Chef de Sous-Bureau, OCHA Sud-Kivu, [mehaule@un.org](mailto:mehaule@un.org), +243 97 000 37 66*

*Naomi Frérotte, Chargée d'information publique, OCHA Sud-Kivu, [frerotte@un.org](mailto:frerotte@un.org), +243 81 706 13 42*

*Maxime Nama, Assistant à l'information publique, OCHA Sud-Kivu, [nama@un.org](mailto:nama@un.org), +243 81 706 12 33*

*Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org), +243 97 000 37 50*

Toute l'information humanitaire sur la RDC en ligne sur [www.rdc-humanitaire.net](http://www.rdc-humanitaire.net) et sur @UNOCHA\_DRC